

Les chantiers de la Rue Publique

Tribune.com du 5 juin 2009, Edito par Ndimby A.

Extraits

Quoi qu'en disent les griots et les faucons de la HAT, le profil actuel du pouvoir de transition est inadéquat pour résoudre la crise, et il doit être reformaté. Une discussion inclusive des forces politiques qui comptent (y compris Marc Ravalomanana ou ses représentants) en vue d'une gestion concertée de la transition est le seul chemin. Premiers qui devraient être mis à l'écart : les groupuscules ou personnes qui ne représentent qu'eux-mêmes. Quand on regarde la liste des membres de la HAT, on se demande légitimement ce que certaines personnes représentent comme poids politique, à part le fait de s'être doré le crâne ou avoir péroré des discours enflammés sur la Place du 13-Mai. On note pourtant que ce ne sont pas les plus légers en poids qui ont les *ego* les plus humbles.

Résurrection de zombies politiques

Parmi ceux qui s'agitent beaucoup en ce moment pour tenter de se donner une respectabilité et un poids sur l'échiquier, on a les prisonniers qui se disent politiques. Il est hors de question d'absoudre les fautes de qui que ce soit (même de Marc Ravalomanana), si elles sont avérées exactes et prouvées lors de procès équitables, et non sur de simples manipulations de la Justice pour régler des comptes politiques. Mais attribuer le qualificatif prestigieux de prisonniers politiques à des personnes, pour la plupart condamnées et incarcérées pour des dossiers pénaux, relève tout simplement d'un abus. Certains se veulent être le Mandela ou la Aung San Suu Kyi de la Grande Ile. Alors que leur proximité avec Al Capone ou Joe Dalton est un peu plus évidente.

Prenons un exemple simple. Imaginons un journaliste qui aime bien batifoler avec les épouses d'autrui. Un jour il se fait attraper par un mari plus vigilant et plus jaloux que les autres, et qui l'expédie *ad patres* d'un coup de couteau. L'Ordre des journalistes ou Reporters sans frontières seraient-ils alors en droit de dire que cet acte fut une atteinte à la liberté de la presse, juste sous prétexte que c'est un homme des médias qui a été tué ? C'est *kif kif* : être un journaliste ou un homme politique ne doit pas être un préservatif contre la sanction des crimes et délits. S'il est utile de rejurer les dossiers judiciaires d'hommes politiques pour déterminer si les condamnations n'ont pas été des machinations politiques, qu'une commission indépendante soit alors créée. Et si elles s'avèrent vraiment fondées sur des faits relevant du pénal, que les coupables soient sanctionnés sans se réfugier derrière le parapluie trop facile du complot politique.

De ce qui précède, la requête de Didier Ratsiraka de blanchir lui et ses comparses avant toute négociation est tout simplement une insulte au Droit, à la Justice et à la démocratie. Et toujours de ce qui précède, Andry Rajoelina s'est fourré dans un guépier en faisant sortir les soi-disant prisonniers politiques, sans avoir étudié leurs dossiers de façon sereine et impartiale. Car si maintenant une condamnation était démontrée justifiée, comment va-t-il faire revenir ceux qui le méritent dans la case prison ? Andry Rajoelina aurait été plus avisé de ne pas céder aux facilités du populisme pour faire ouvrir précipitamment les portes d'Antanimora ou Tsiafahy. Et d'ailleurs entre parenthèses, il serait *peut-être* également bien avisé de s'enquérir de la situation des membres du pouvoir de transition (HAT et gouvernement) vis-à-vis des banques et de la Justice : il aurait *peut-être* la surprise de découvrir des cas intéressants sur quelques personnes qui se permettent pourtant d'accuser (à grands cris de vierge effarouchée) Marc Ravalomanana de malhonnêteté. Car on craint fort que le pouvoir de transition ne soit, non seulement une occasion de résurrection pour certains dinosaures et zombies politiques, mais aussi l'opportunité pour d'autres de blanchir en douce les casseroles poisseuses.

D'ailleurs, le récent procès de Marc Ravalomanana appelle à une réflexion. [...] Il a été jugé pour des actes effectués en tant que Président de la République, alors que la Haute cour de justice requise n'existe pas. Qu'est-ce qui empêchait Christine Razanamahasoa, Ministre de la Justice, de mettre cette juridiction en place avec le même empressement utilisé pour enclencher les procès de l'ancien maître d'Ambohitsirohitra ? Car ne nous voilons pas la face : il y aura beaucoup d'abus qui mériteront également d'être jugés pendant cette transition. Plusieurs entreprises, mais aussi des particuliers, ont subi des actions de racket et d'extorsion de fonds ou de matériel. Et s'il s'avérait un jour que des gens de la HAT ou du Gouvernement étaient impliqués, qui pourrait les juger ? Exemple fictif, toute ressemblance avec la réalité ne pouvant être

que le fruit du hasard : imaginons quelqu'un qui abuse de sa position pour réquisitionner un véhicule ou un bâtiment qu'il n'a pas les moyens de s'offrir. Sauf si on part du principe béni oui-oui que les membres du nouveau régime sont tous des anges, ce cas n'est pas impossible. Comme on le pensait en 1991 et en 2002. « *Ento miakatra ity firenena ity* » disait l'un. « *Minoa fotsiny ihany* », disait l'autre. « *Loza ity marina mafy* », disait Iraimbilanja.

Autre cas épineux pour le pouvoir de transition et le Conseil militaire de la défense nationale : le cas d'Alain Ramaroson, Président de la commission « défense et sécurité » de la Haute autorité de l'État. Il y a toujours eu des commissions « défense » au sein de l'Assemblée nationale ou du Sénat, mais on n'en a jamais vu les Présidents disposer de détachements armés, et encore moins pour jouer au Rambo ou au Zorro en dehors des structures existantes. Pour la seconde fois en l'espace de quelques semaines, des militaires aux ordres de M. Ramaroson se sont trouvés confrontés à des militaires de la Commission nationale mixte d'enquête lors de perquisitions : une fois à Vohidiala (Ambatondrazaka), et une fois à Ampasapito. On a ainsi appris avec surprise que ni le Colonel Ndirarijaona (Chef d'état-major général de l'armée), ni la Ministre de la Justice n'avaient donné l'ordre de ces perquisitions.

Ce genre de petit épisode nuit à la respectabilité internationale de la HAT, qui est déjà peu reluisante de par son origine putschiste, et même si des efforts ont été faits dans certains domaines comme les droits de l'homme. Ces situations sont une occasion pour les anti-HAT de pointer du doigt une instabilité potentielle du régime actuel. L'analyste politique d'une représentation internationale nous a fait remarquer que dans certains pays, l'incapacité des dirigeants à gérer le fractionnement institutionnalisé de l'armée a produit des révolutions de Palais : Burkina-Faso avec l'assassinat de Sankara par ses compagnons de révolution, ou encore les Comores avec l'assassinat d'Ahmed Abdallah par son compère Bob Denard. Quand on se lie d'amitié avec les crocodiles, un accident est si vite arrivé...

Vers une société nouvelle ?

Le pouvoir révolutionnaire (pouvoir de transition issu d'une révolution ou d'un coup d'État, selon la terminologie qui vous arrange le plus) dirigé par Andry Rajoelina a donc du pain sur la planche. Le slogan des assises régionales est un vaste programme qui se veut survoler les cimes : « *Créons une nouvelle société dans laquelle règnera la vraie démocratie dans le respect du statut républicain* ». En attendant, au lieu d'avoir la tête dans les nuages, peut-être que la résolution des points mentionnés ci-dessus peut déjà être un bon départ concret.

Pour comprendre les bases universellement admises de la démocratie, nous vous recommandons la lecture de la présente fiche de synthèse. Rappelons, encore une fois, les six critères d'une véritable démocratie selon le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) :

- Un système de représentation, avec des partis politiques et des groupes de défense d'intérêts qui soient opérationnels.
- Un système d'équilibre reposant sur la séparation des pouvoirs, avec une branche judiciaire et une branche législative indépendantes.
- Un système électoral garantissant des élections libres et non entachées d'irrégularités, ainsi que le suffrage universel.
- Une société civile active, à même de contrôler les actions du gouvernement et des entreprises privées, et de proposer des modes différents de participation politique.
- Des médias libres et indépendants.
- Un contrôle effectif des civils sur l'armée et les autres forces de sécurité.

Chacun pourra évaluer le chemin qui reste à parcourir. Dans une vingtaine de jours, Madagascar commémorera le 26 juin, date du retour à l'Indépendance. Si on pouvait encore entendre la voix de ceux qui ont lutté et travaillé pour cette Indépendance, et surtout ceux qui sont morts pour, on se demande ce qu'ils pourraient dire à la classe politique actuelle. Que diraient Philibert Tsiranana, Ravoahangy-Andrianavalona,

Raseta, les *menalamba* et les martyrs du MDRM ? Que répondraient Ratsiraka, Zafy, Ravalomanana et Rajoelina s'ils posaient cette question : « *qu'avez-vous fait de ce pays que nous vous avons légué ?* »

Une question légitime revient souvent : « *pourquoi sommes nous toujours aussi pauvres, 50 ans après l'Indépendance ?* ». Le Malgache, toujours prompt culturellement à chercher le bouc émissaire, se dira facilement que c'est la faute de la communauté internationale et des régimes corrompus qui se sont engraisés dessus. Mais le peuple peut-il, lui aussi, se dédouaner de sa délectation à refaire le monde ? La crise politique est devenue pour le *vulgus pecuum* en mal de distraction une animation, et l'occasion de divertissement sur la Place du 13 mai. Et les politicards qui ne veulent pas attendre les élections, surfent sur ce phénomène.

De façon cyclique donc, la communauté internationale doit se pencher sur ce membre sans le sou mais turbulent qu'est Madagascar. Et pendant que les médiateurs s'échinent à rapprocher des extrêmes qui s'éloignent de plus en plus chaque jour, le marasme économique prend racine. Objectivement, ce 4 juin 2009, Madagascar se trouve dans une plus mauvaise posture qu'il y a un an, voire un semestre. Économiquement, socialement, politiquement, diplomatiquement, on doit faire face à plus de problèmes, sans nécessairement avoir les solutions. Certains abrutis disent : « *oui, mais maintenant on a la démocratie* ». Déjà, l'existence de cette démocratie reste à démontrer. De plus, il faut demander aux 250 entreprises qui ont fait faillite et aux 15.000 personnes mises au chômage, si cette démocratie peut se mettre dans leur assiette et celles de leurs familles.

D'autres illuminés (car il faut de tout pour faire un monde) exposent, du haut de leur suffisance : « *il faut qu'on souffre un moment, et accepter des sacrifices pour pouvoir reconstruire un monde nouveau* ». Souvent les auteurs de telles inepties n'ont pas subi les retours de bâtons de cette crise, ce qui fait qu'ils se sentent autorisés à dire n'importe quoi. Ils l'ont dit en 1991, ils l'ont redit en 2002, ils le redisent en 2009, ils le rediront dans quelques années. Tout en s'étonnant d'être continuellement *mafy ady*.

Toutefois, il n'y aurait pas eu de crise politique si Marc Ravalomanana n'avait pas exagéré plus que de raison sur certains abus de gouvernance politique et économique. Il n'y aurait pas eu de crise politique si nos politiciens avaient une véritable culture démocratique. Mais surtout, il n'y aurait pas eu de crise politique si la population avait reçu une éducation citoyenne correcte. On pourrait alors rajouter aux six points définis ci-dessus par le PNUD, un septième point : la capacité de la population à débattre.

On comprend mieux les racines de la crise actuelle quand on contemple sur certains *fora* ⁽¹⁾ les extrémistes de tout poil, qui, tout en jouant les donneurs de leçons démocratiques et les (mauvais) profs de journalisme pour les plus transcendés d'entre eux, s'invectivent sans courtoisie ni argumentation dans des posts qui montrent des auteurs peut-être sans queue, mais assurément sans tête. Or le forum n'est que le reflet de notre société. Des citoyens éduqués, entraînés et formés à l'exercice du débat seront plus respectueux envers autrui et ses idées, et moins enclins à jouer les moutons de Panurge pour les messies autoproclamés de la Place du 13 mai. Tous les Malgaches pourraient alors pratiquer ce dicton de notre sagesse ancestrale : « *Raha diso moa aho, ny teniko ariana fa aza ny tenako* » (si j'ai tort, rejetez mes paroles, mais pas ma personne). Mais sans doute, au vu des événements actuels, cette sagesse est aussi morte avec les ancêtres qui ont enseigné cela.

Note : ⁽¹⁾ Petite coquetterie de la réminiscence des cours de latin pendant l'adolescence. « *Fora* » est le pluriel de « *forum* », qui est comme chacun sait, un mot latin. Par conséquent, ne pas voir en « *fora* » un terme digne de suspicion : ce mot n'a rien à avoir, de près ou de loin, avec la langue malgache.